



Mme La DASEN,

L'ensemble des organisations syndicales représentatives partage le même constat : l'ampleur des suppressions de postes imposées par le Ministère aggrave les conditions d'enseignement et de travail dans les écoles.

Sous couvert de baisse démographique, le gouvernement fait payer le prix fort à l'École. Peu importe que la France reste à la traîne dans les comparaisons internationales avec ses classes surchargées ou son sous-investissement dans l'éducation : alors que tous les voyants sont déjà au rouge, l'école primaire est une nouvelle fois privée de moyens pour lutter contre les inégalités et assurer les conditions d'apprentissage satisfaisantes en vue de la réussite de tous les élèves.

La baisse démographique n'atténue en rien les besoins réels des écoles.

C'est l'École dans son ensemble qui est encore plus fragilisée.

La baisse des moyens aura des répercussions sur le nombre de classes et donc sur les effectifs, mais aussi sur le remplacement, les RASED, la formation, les conditions de l'inclusion ou encore les temps partiels.

L'an passé, à l'issue du CDEN de mars, pour 1 seul ETP à rendre, 15 classes avaient fermé. Cette année, 11 ETP sont à rendre et 7 PAS à créer, uniquement sur les moyens du 1^{er} degré.

A combien de fermetures de classes devons-nous nous attendre ? Alors que Monsieur le Ministre a annoncé un taux d'encadrement à 21 élèves par classe à la rentrée (selon ses déclarations du 22 octobre, sur la radio de service public France Inter).

Autant dire qu'en l'état, la rentrée scolaire 2026 va être catastrophique pour l'ensemble des personnels et des élèves impactés par ces décisions.

Pourtant, investir dans l'école aujourd'hui permettrait de faire des économies demain. Comme l'explique Julien Grenet, directeur de recherche au CNRS en sciences économiques, « *la réduction du nombre d'enseignants n'est pas une opération rentable sur le long terme puisque pour 1 euro économisé sont perdus 9 euros pour la société* ».

Il faut en finir avec les suppressions de postes. La baisse démographique doit au contraire permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. C'est dans ce but que naissent de nombreuses mobilisations.

Pour toutes ces raisons, nos 3 OS font le choix du boycott de ce CSA sd et posent cette date comme une journée de grève et de manifestation départementale.